

EXTRAIT DU REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA

VILLE DE POISSY

OBJET :

Séance

du

29 SEPTEMBRE 2011

Fixation du taux communal
en matière de taxe
d'aménagement sur le
territoire de Poissy.

L'an deux mille onze, le vingt neuf septembre à vingt heures, le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur le Maire le 19 septembre 2011, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Frédéric BERNARD, Maire.

ETAIENT PRÉSENTS : Mme VINAY Mme DRACOLI Mme AUBIN
M. HEDRICH M. BOUZNADA Mme METZGER M. ALLAOUCHICHE
Mme CHIGNAC M. DUQUESNE M. RABEH Mme COULON M. PASQUIER
Mme RODDIER M. MARY Mme MERLIER Mme SKAJENNIKOFF
Mme BERKANI M. MOREAU Mme BAS Mme PENSIVY M. MEHAY
M. CARVALHO Melle DOMONT M. RAYNAL Mme DOMERGUE M. BLOCH
Mme XOLIN M. BIHANNIC Mme DELAROUZÉE M. MONNIER
Melle EL MASAUDI M. DEBUS.

Délibération approuvée :

• Par :

- 33 Voix pour
- 1 Abstention(s)
- 0 Voix contre
- 0 Non participation
au vote

ONT DONNÉ POUVOIR : M. LOBJEOIS à M. BERNARD.

ABSENTS : M. BERTRAND Mme de VAUCOULEURS M. LETELLIER
Melle WOELFLÉ M. MARIETTE.

SECRÉTAIRE : Mme VINAY.

Les membres présents forment la majorité des membres du Conseil en exercice, lesquels sont au nombre de trente neuf.

• A l'unanimité

Vu la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010, dite loi de finances rectificative 2010, article 18,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 331-1 et suivants, instituant la Taxe d'Aménagement,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) révisé et approuvé le 20 décembre 2007,

Vu la délibération du Conseil municipal du 26 novembre 2004, portant sur l'augmentation de Taxe Locale d'Équipement de 2 à 4 et 5 %,

→ fixe : à 25% exonérée à concurrence de 25%
(à voir à l'usage)

Vu la délibération du Conseil municipal du 16 février 2007, unifiant le taux de la Taxe Locale d'Équipement à 5 % pour l'ensemble des catégories de construction nouvelles et extensions,

Vu l'article L. 331-2 du Code de l'urbanisme qui prévoit que la part communale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit dans les communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'article L. 331-14 du Code de l'urbanisme indiquant que la commune bénéficiaire de la part communale de la taxe d'aménagement peut fixer des taux différents dans une fourchette comprise entre 1 % et 5 %,

Vu l'article L.331- 9 du code susmentionné donnant la possibilité aux communes d'instituer des exonérations totales ou partielles, portant sur certaines catégories de constructions,

Vu l'article L.331-11 qui fixe la valeur forfaitaire par mètre carré de la surface de construction nouvelle à 748 €, en Ile-de-France (valeur au 1^{er} janvier 2011), pour le calcul de la taxe d'aménagement,

Considérant la volonté de la Ville de favoriser la construction de logements sociaux sur le territoire communal, dans une logique de mixité et d'équilibre du territoire,

Considérant la volonté de la commune d'aider les foyers primo accédants dans leur démarche d'accession grâce entre autres, au prêt à taux zéro +,

Vu l'avis de la Commission d'urbanisme en date du 21 septembre 2011,

LE CONSEIL,

Vu le rapport,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

d'instituer le taux de 5 % sur l'ensemble du territoire de Poissy pour la part communale de la Taxe d'Aménagement, conformément à l'article L. 331-14 du Code de l'urbanisme.

Article 2 :

d'exonérer partiellement au titre de l'article L. 331-9 du Code de l'urbanisme :

les surfaces des locaux à usage d'habitation principale mentionnées au 1 ° de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331- 7, à savoir les logements sociaux (hors logements P.L.A.I exonérés de plein droit), à raison de 25 % de leur surface.

les habitations principales financées au moyen d'un prêt à taux zéro +. à raison de 25 % de leur surface (excédant les 100 premiers m²),

Article 3 :

d'indiquer que la présente délibération est valable pour une durée de 1 an et reconduite de plein droit pour l'année suivante si une nouvelle délibération n'a pas été adoptée avant le 30 novembre de l'année en cours.

Article 4 :

de transmettre la présente délibération au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant son approbation.

Le Maire,



Frédéric BERNARD